

Monsieur le Président, mesdames et Messieurs.

Tout d'abord la délégation FO veut apporter son soutien aux populations et agents des IEG de Martinique et de l'archipel de Guadeloupe balayés par deux ouragans dévastateurs.

Une longue phase de reconstruction est démarrée, pour FO tous les moyens doivent être mis en œuvre pour un retour à la normale dans les meilleurs délais.

FO regrette qu'il faille ce type de catastrophe pour que chacun reprenne conscience des valeurs de notre république et de l'utilité du Service Public.

Notre CCE est convoqué ce jour à la veille du conseil des ministres qui doit statuer sur 5 ordonnances qui remettent en cause profondément le Code du travail.

Cette première salve d'ordonnances ne sera pas sans conséquence pour les agents des IEG.

Au-delà de la remise en cause des Institutions représentatives, des CHSCT et des moyens et droits associés à ces instances de défense des personnels, FO dénonce les possibilités qu'ouvrent ces ordonnances et vis-à-vis desquelles nous ne sommes pas « à l'abri ».

Au premier rang de ses « nouveautés » les « ruptures conventionnelles collectives » ou encore les « contrats de chantier ». Cette première vague législative en annonce une autre qui frappera de plein fouet notre Statut : l'alignement des régimes de retraite entraînant le calcul des retraites sur les 25 dernières années, contre les six derniers mois aujourd'hui. Au passage l'annonce du transfert des cotisations « chômage » sur la CSG, se traduira pour les agents EDF par une perte de pouvoir d'achat de 1,7 %, puisque nous ne sommes pas soumis à ces cotisations.

FO demande instamment aux Directions l'ouverture d'une négociation sur le « Pouvoir d'achat » visant entre autres à compenser cette augmentation de la CSG qui vient s'ajouter à la fiscalisation des indemnités de déplacement au 1^{er} juillet 2017 dans un contexte de rigueur salariale caractérisé par une augmentation nulle du SNB et de baisse des « avancements aux choix ».

La délégation FO au CCE s'inscrit pleinement dans l'appel de sa fédération à faire Résistance.

Le personnel d'EDF est aujourd'hui bousculé par les fermetures de sites, les filialisations, les suppressions d'emplois, les recherches effrénées de gains de tous ordres qui remettent en cause notre outil industriel et notre modèle social.

Monsieur le Président, monsieur le Directeur des Ressources Humaines, nous avons tous nos responsabilités dans ce contexte.

FO prendra les siennes en souhaitant privilégier la voie du Dialogue et de la Négociation, sans pour autant écarter lorsque cela s'imposera toute autre possibilité